

DECISION n° 2024-14

1.1. Marchés publics

Attribution du marché de fourniture et livraison d'une laveuse de colonnes à apport volontaire modèle enterrés, semi-enterrés et aériens (n° 202359_ccg)

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

Vu le code de la commande publique, et notamment son article R2122-3 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-10 ;

Vu les statuts de la Collectivité, et notamment la collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

Vu le projet de territoire 2020-2026 approuvé par délibération n° 20211213_cc_adm114 du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, et notamment sa fiche n° 4 développement de l'offre de services et d'équipements améliorant la qualité de vie quotidienne ;

Vu la délibération n° 20200708_cc_adm57 du Conseil communautaire du 08 juillet 2020 relative au procès-verbal d'élection du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau ;

Vu la délibération n° 20200720_cc_adm95 du Conseil communautaire du 20 juillet 2020, modifiée par délibération n° 20220620_cc_adm96 du Conseil communautaire du 20 juin 2022, portant délégations de pouvoir du Conseil au Bureau communautaire et au Président, et notamment procéder à la signature des marchés ou accords-cadres attribués par la commission d'appel d'offres ;

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 04 décembre 2023 ;

Considérant :

- Qu'il a été décidé d'acquérir une laveuse de conteneur des points d'apports volontaires due à une analyse approfondie des besoins opérationnels de la Communauté de Communes du Genevois (CCG) ;
- Que les résultats de cette analyse montrent que la CCG a besoin de nettoyer les conteneurs quatre fois par an contre deux actuellement ; que ce nettoyage doit être effectué sur la période d'avril à octobre ;
- Qu'au vu de leur activité importante, les entreprises extérieures n'ont pas la capacité de répondre à cette demande à une telle fréquence ;
- Que cette analyse montre que l'investissement doit être favorisé afin de maîtriser les coûts de ce service, et ainsi garder une réactivité interne ;
- Que cette stratégie d'achat vise à garantir la qualité de vie des usagers et à respecter l'engagement de la CCG pour l'excellence opérationnelle et la satisfaction des administrés ;
- Que cet achat relève d'une particularité étant donné qu'elle répond aux exigences de l'article R2122-3 du code de la commande publique par ces deux conditions cumulatives :
 - o La prestation ne peut être réalisée que par un seul opérateur : aucune solution de remplacement raisonnable ne doit exister et l'absence de concurrence ne doit pas résulter d'une restriction artificielle des caractéristiques du marché ;
 - o La nécessité de recours à cet opérateur résulte soit de raisons artistiques, soit de raisons techniques, soit de raisons tenant à la protection de droits d'exclusivité ;

- Qu'étant donnée la nécessaire adaptation de la laveuse de colonnes à apport volontaires aux camions déjà acquis par la CCG ;
- Qu'un seul prestataire possède les cotes et les dispositions techniques pour réaliser la conception puis la fourniture de cette laveuse ;
- Qu'il est nécessaire de passer par un marché sans publicité ni mise en concurrence comme défini par l'article R2122-3 du code précité ;
- Qu'une demande de devis a été lancée auprès de la société BMV – SAS BRO MERIDIONALE DE VOIRIE via le profil acheteur de la CCG ;
- Que la société BMV – SAS BRO MERIDIONALE DE VOIRIE nous a retourné son offre via le profil acheteur de la collectivité dans les délais impartis ;
- Que l'analyse approfondie de l'offre, conformément aux critères des cahiers des charges de la consultation a été présentée, pour attribution, à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) réunie le 04 décembre 2023 ; qu'au vu des résultats de cette analyse, la CAO a retenu l'offre de la société BMV – SAS BRO MERIDIONALE DE VOIRIE, économiquement la plus avantageuse pour un montant de 220 305,00 € H.T. soit 264 366,00 € T.T.C ;

DECIDE

Article 1 : de retenir l'offre de la société BMV – SAS BRO MERIDIONALE DE VOIRIE, économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 220 305,00 € H.T. soit 264 366,00 € T.T.C.

Article 2 : de rappeler que les crédits seront proposés au budget principal – exercice 2024 - chapitre 2158 - autres installations, matériel et outillage techniques.

Article 3 : de signer ledit marché et toutes pièces annexes.

Article 4 : d'accomplir toutes les démarches et **de signer** tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Archamps, le 25 janvier 2024
Le Président, Pierre-Jean CRASTES

Le Président certifie le caractère exécutoire
de cette décision télétransmise en Préfecture
le 26/01/2024
et publiée électroniquement le 26/01/2024



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.